



PLAN STRATÉGIQUE 2025-2027



la fédération
des entreprises
d'insertion

Effacité économique,
finalité sociale

LE MOT DE LA PRÉSIDENTE



Nadia LANDRY
Présidente

Après un travail collectif de près d'un an, j'ai l'honneur et le plaisir d'introduire ce nouveau plan stratégique de la fédération pour les trois prochaines années. Cette feuille de route est le fruit d'une large réflexion ayant impliqué les élus et les salariés dans l'optique de nous donner un cap, une vision et un chemin commun pour faire avancer nos convictions et nos projets tous ensemble.

Ce plan est inédit à plusieurs titres. D'une part, c'est la concrétisation du projet "Nouvelle Fédération", qui voit émerger une nouvelle manière de travailler ensemble renforçant le poids des fédérations régionales dans les décisions nationales. D'autre part, il traduit l'esprit constructif et agile de notre fédération dans un contexte économique et budgétaire difficile. Enfin, il est porté par un Conseil Fédéral renouvelé à 40 %, paritaire et dans lequel les fédérations régionales sont mieux représentées.

Le cap de ce plan stratégique est clair : promouvoir et développer le modèle d'entreprise d'insertion et de travail temporaire d'insertion et d'autres formes inclusives (EITI) afin que l'ensemble des acteurs économiques, politiques, associatifs, médiatiques, académiques et sociaux reconnaissent davantage nos atouts et s'appuient dessus pour construire une société plus unie, plus résiliente et plus écologique.

Pour tenir ce cap, la fédération travaille à améliorer constamment son organisation et sa stratégie d'influence, notamment grâce à la mise en œuvre opérationnelle de la "Nouvelle Fédération" qui facilitera les synergies entre nos équipes nationales et régionales et permettra d'amplifier le rayonnement de ses activités partout en France.

Entre les lignes, ce plan stratégique porte haut un principe qui m'est cher : agir collectivement dans l'intérêt de tous.

Nadia LANDRY
Présidente



AVANT-PROPOS

Ce plan a été élaboré collectivement par les adhérent-es et les salarié-es de la fédération, de juillet 2024 à février 2025, lors de séances de travail au Bureau Fédéral, Conseil Fédéral et Réunion des Permanents.

Il vise à mettre en avant les actions prioritaires ou nouvelles qui seront déployées au cours des trois années. Il ne s'agit donc pas d'un recensement exhaustif de toutes les actions de chaque salarié-e ou commission.

La réalisation du plan et son suivi annuel font partie intégrante de notre démarche Quali'OP.

Les délégations régionales déclineront, avec leur comité d'animation, une version régionale.



FÉDÉRER

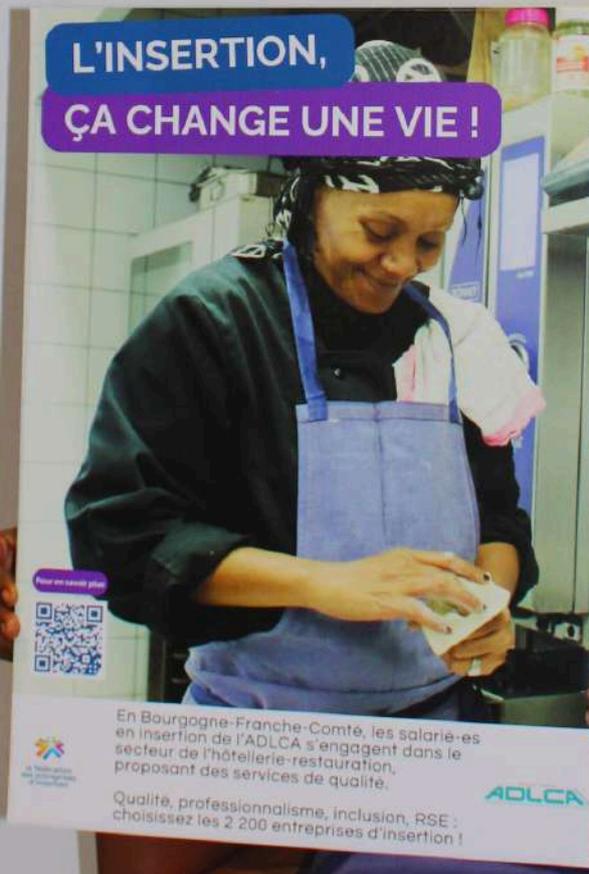
Projet phare du plan stratégique précédent, la Nouvelle Fédération, qui réunit le siège et les fédérations régionales, s'est concrétisée le 1 janvier 2025. L'objectif ? Être encore plus efficaces au service de nos adhérents et de notre mission d'insertion par l'activité économique. Nous devons maintenant mettre en place le CSE et négocier de nouveaux accords d'entreprise. La fédération veut être un employeur exemplaire.

Cette nouvelle organisation va nous permettre d'être encore plus ambitieux, de compléter l'offre de services de la fédération, de susciter l'engagement de nos entreprises dans des actions collectives, d'innover sur les modèles d'insertion, de recruter de nouveaux adhérents, et de poursuivre notre développement en outre-mer.

Enfin, nous accorderons une attention particulière aux dynamiques collectives, dans l'ESS et dans le collectif IAE, à l'échelle européenne et dans notre rôle d'innovateur social avec Utopreneurs.

FÉDÉRER

OBJECTIFS	ACTIONS
Faire vivre la Nouvelle Fédération	<ul style="list-style-type: none">• Mettre en place la nouvelle organisation RH (dont la négociation des accords d'entreprise, délégations de pouvoir...);• Déployer les Comités d'animation régionaux ;• Mettre en place des outils mutualisés de gestion (CRM, mailing, cotisations, communication interne...);• Etudier de nouvelles formes de financement, dont la philanthropie.
Renforcer l'attractivité et le développement de la fédération	<ul style="list-style-type: none">• Se doter d'outils de promotion de l'offre de services à destination des adhérents, futurs adhérents éventuels et financeurs de la fédération ;• Moderniser l'identité visuelle de la fédération, notamment par l'élaboration d'une charte graphique complète, mutualisée et déclinable en région ;• Elaborer un processus d'accueil des nouveaux adhérents qui encourage notamment à participer à la vie fédérale ;• Lancer une campagne de prospection pour augmenter le nombre d'adhérents ;• Lancer une action spécifique de recrutement et de développement sur les territoires ultra-marins ;• Favoriser le développement des nouvelles formes innovantes d'IAE et promouvoir le développement des EiTl.
Participer à la mobilisation collective du réseau de l'ESS et de l'IAE	<ul style="list-style-type: none">• Conforter notre implication à l'échelle européenne, notamment aux côtés de l'ENSIE ;• Développer la collaboration et les partenariats avec Utopreneurs.



PROMOUVOIR

« Grand diseux, petit faiseur » dit l'adage. Chez les entreprises d'insertion, nous sommes plutôt du genre « Très grands faiseurs, petit diseux ». Nous ne parlons pas assez de nous, de nos formidables aventures entrepreneuriales, de la qualité de nos produits et services mais surtout, de tous ces destins de salarié-es qui retrouvent un présent et un futur plus dignes.

Au cours des trois années à venir, nous allons animer une grande campagne de communication et multiplier les actions de terrain pour mieux nous faire connaître. Nous allons renforcer notre plaidoyer et nos propositions auprès de l'exécutif et des parlementaires, mais aussi auprès des collectivités territoriales -dont les conseils régionaux et les conseils départementaux- et des forces vives des territoires. Nous avons des propositions, il faut les partager et les porter avec d'autres.

PROMOUVOIR

OBJECTIFS	ACTIONS
Promouvoir les Ei/ETTi auprès d'un large public (partenaires institutionnels, monde économique, financeurs...)	<ul style="list-style-type: none"> • Déployer sur 3 ans la campagne de communication "L'insertion, ça change une vie !" ; • Intensifier la stratégie presse pour faire connaître les Ei et ETTi, notamment via la presse locale ou spécialisée.
Communiquer sur l'image et le rôle social et économique positif des Ei / ETTi	<ul style="list-style-type: none"> • Développer un outil de mesure d'impact social et économique de l'IAE en Ei/ETTi ; • Développer un indicateur clé annuel communicable facilement ; • Valoriser le rôle des Ei/ETTi dans une économie plus résiliente, tant sur le plan écologique que social (inclusion, cohésion, RSE, impact financier positif).
Renforcer le pouvoir d'influence politique de la fédération au niveau local	<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les responsables publics, associatifs et privés qui doivent être davantage sensibilisés à l'IAE en Ei/ETTi (dont les conseils régionaux et départementaux) ; • Entretenir des relations étroites avec les institutions publiques locales (services déconcentrés, collectivités territoriales, service public de l'emploi, CRESS, CESER, etc.) et autres organismes susceptibles de jouer un rôle dans le soutien aux Ei/ETTi (organisations patronales, réseaux IAE, réseaux ESS, réseaux RSE, etc.), notamment par l'organisation de rencontres régulières (annuel/semestriel) ; • Lancer une campagne de plaidoyer auprès des élus municipaux et communautaires en perspective des élections municipales 2026 ; • Nouer un lien de coopération et de partenariat avec France Travail dans un contexte d'élargissement de sa mission et d'évolution du rôle des SIAE dans la politique de l'emploi, notamment sur le RSA renforcé.
Plaider pour un soutien politique et budgétaire durable de l'IAE	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer à pérenniser, voir renforcer, le PIC IAE, les aides aux postes et généraliser PRO EI (en priorité où il y a un PRIC) ou dispositifs équivalents ; • Plaider pour la fin du reste à charge dans le coût de formation des salariés en parcours ; • Plaider pour une plus grande transparence dans la gouvernance de l'IAE, notamment dans l'organisation des bourses aux postes et dans l'allocation des aides aux postes sur le plan géographique et entre SIAE ; • Négocier des conventions pluriannuelles de formation (PIC IAE) avec la DGEFP et les OPCO ; • Mettre en place un observatoire de la formation pour suivre et chiffrer la formation.



ACCOMPAGNER

Avec l'axe stratégique « Accompagner », nous nous engageons à propulser la professionnalisation et le développement des entreprises adhérentes vers de nouveaux horizons.

- **Un ancrage fort de la formation** : Nous voulons faire de la formation un levier incontournable au sein des entreprises d'insertion. L'objectif ? Donner à chaque entreprise les moyens d'agir, quel que soit sa taille, son organisation et ses ressources.
- **Expérimentation et innovation** : Nous lançons un projet inédit d'utilisation de l'IA générative pour simplifier la gestion administrative et libérer du temps pour l'essentiel. En parallèle, le label **RSEi** sera repensé et enrichi pour mieux valoriser l'impact des entreprises auprès de leurs partenaires.
- **Un accès facilité aux marchés** : Développer des opportunités commerciales passe par la création de **partenariats stratégiques** et des actions de plaidoyer auprès des acheteurs publics et privés. Nous accompagnerons aussi nos adhérents pour monter en compétence sur ces enjeux.
- **Un développement économique soutenu et tourné vers l'avenir** : Dans un contexte de mutations majeures, nous renforcerons notre expertise sectorielle, anticiperons les évolutions des territoires et intégrerons pleinement les défis de la **transition écologique**.

ACCOMPAGNER

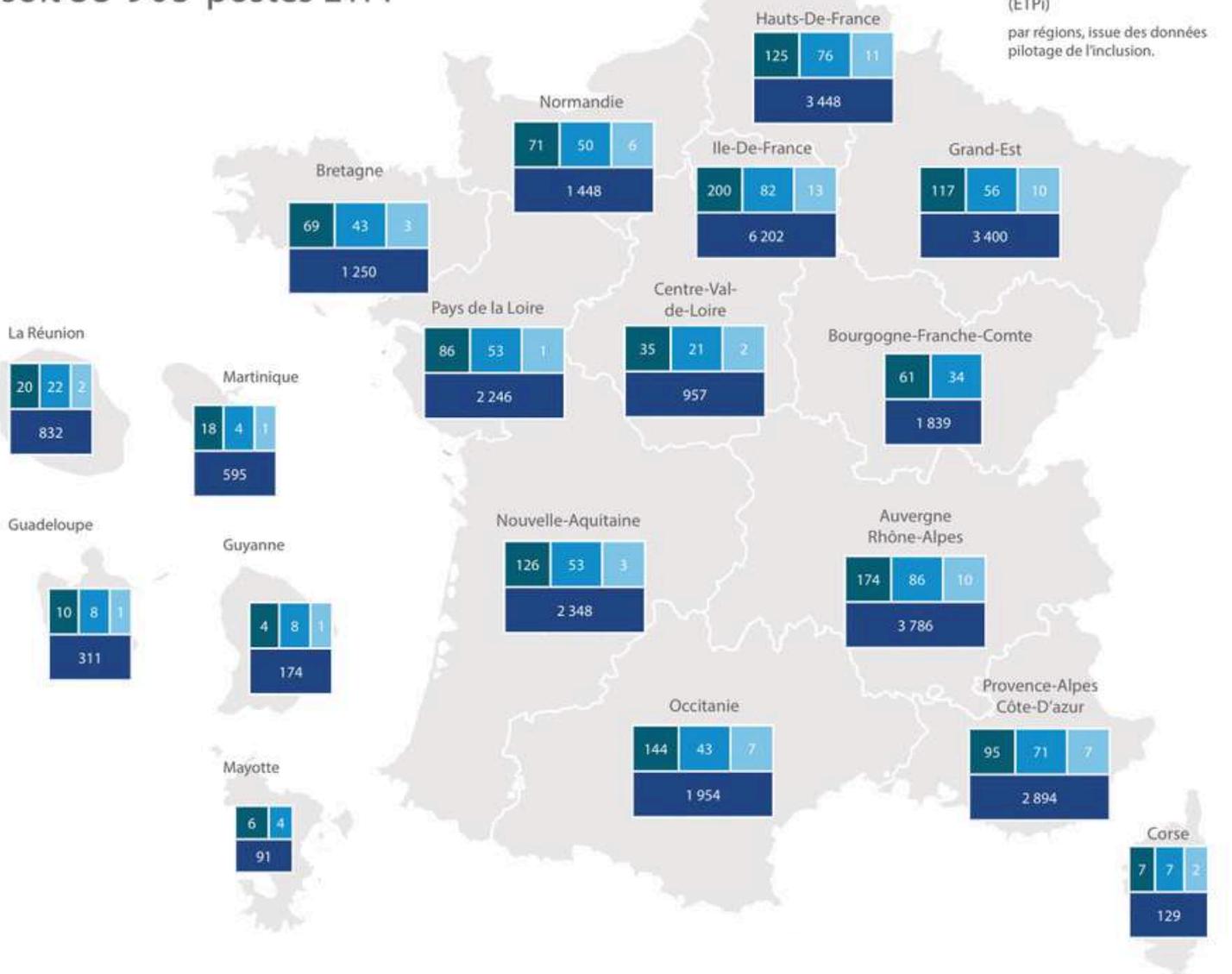
OBJECTIFS	ACTIONS
Ancrer la culture de la formation au sein des Ei/ETTi	<ul style="list-style-type: none">• Compléter le catalogue de formation de l'Académie de l'inclusion en fonction des besoins des Ei/ETTi, en particulier pour les encadrants et les cadres dirigeants ;• Renforcer le lien avec les OPCO au niveau national et local ;• Accompagner les entreprises dans la mise en place des projets de formation (ingénierie formation, financements..).
Faciliter la gestion administrative des entreprises	<ul style="list-style-type: none">• Permettre aux entreprises d'intégrer l'utilisation de l'IA générative dans leur vie quotidienne (conventionnements, reporting, démarches administratives...);• Renforcer les actions en justice dont, si besoin, des actions au Tribunal Administratif pour défendre les intérêts des adhérents.
Développer les achats responsables	<ul style="list-style-type: none">• Plaider auprès des acheteurs publics et privés pour un renforcement des clauses sociales et pour encourager les partenariats avec les Ei/ETTi ;• Accompagner les Ei/ETTi dans leurs réponses aux appels d'offre, notamment sur les marchés clausés ;• Promouvoir les Ei/ETTi auprès des facilitateurs ;• Soutenir les Ei/ETTi pour l'élaboration de groupements.
Poursuivre la professionnalisation des Ei/ETTi	<ul style="list-style-type: none">• Adapter et moduler le parcours d'accompagnement RSEi pour le rendre accessible à toutes les entreprises ;• Renforcer le référentiel pour lui permettre de mieux valoriser les valeurs et l'engagements des entreprises inclusives (CSR compatible, low impact et performance sociale) ;• Co-construire l'inclusion de demain en lien avec les CIP (développer une autre culture de l'insertion / repenser l'éthique et la valeur de la mission d'accompagnement) ;• Sensibiliser à la diversité et à la citoyenneté au sein des entreprises.
Anticiper les mutations économiques (métiers et filières) et favoriser le développement économique des entreprises	<ul style="list-style-type: none">• Renforcer le travail technique autour des filières : réflexions, mutualisation, échanges de pratiques, interventions d'experts ;• Aborder de nouvelles filières (petite enfance, traiteur/restauration, ...);• Se structurer pour répondre aux appels à projets en lien avec les mutations économiques et la transition écologique des territoires ;• Aider le développement des entreprises à travers la recherche de financements ;• Aider les entreprises à surmonter leurs difficultés économiques via un observatoire de la situation économique et l'accès aux outils ou dispositifs appropriés.

Les Ei et ETTi ce sont...

2 169 entreprises conventionnées en France
pour 98 763 personnes en parcours d'insertion
soit 33 905 postes ETPi

■ Nombre d'Ei
■ Nombre d'ETTi
■ Nombre d'EiTi
■ Nombre de postes d'insertion (ETPi)

par régions, issue des données pilotage de l'inclusion.





L'INSERTION,

ÇA CHANGE UNE VIE !

Chaque année, 100 000 personnes éloignées de l'emploi sont embauchées dans les entreprises d'insertion. Accompagnés et formés, ces salariés développent leurs compétences et préparent leur avenir.

Qualité, professionnalisme, inclusion, RSE : choisissez les 2 200 entreprises d'insertion !



Contacts :

La fédération des entreprises d'insertion
18-20 rue Claude Tillier
75012 PARIS
Tél. 01 53 27 34 80
contact@lesentreprisesdinsertion.org

www.lesentreprisesdinsertion.org

 lafederationdesentreprisesdinsertion

Contacts des délégués régionaux :

En Auvergne-Rhône-Alpes : Séverine TRONTIN s.trontin@lesentreprisesdinsertion.org
et Nelly COLTEL n.coltel@lesentreprisesdinsertion.org

En Bourgogne Franche-Comté : Michaël COULON
m.coulon@lesentreprisesdinsertion.org

En Bretagne : David Wantiez d.wantiez@lesentreprisesdinsertion.org

En Centre-Val de Loire : Laurence EDMEADS l.edmeads@lesentreprisesdinsertion.org

En Grand Est : Valérie BEGE v.bege@lesentreprisesdinsertion.org et
Emmanuelle DAVIAU e.daviau@lesentreprisesdinsertion.org

En Hauts-de-France : Edouard MISSONNIER
e.missonnier@lesentreprisesdinsertion.org

En Ile-de-France : Bruno GARCIA b.garcia@lesentreprisesdinsertion.org

A La Réunion : Sandrino RAMANITRARIVO
s.ramanitrarivo@lesentreprisesdinsertion.org

En Normandie : Véronique PAUL v.paul@lesentreprisesdinsertion.org

En Nouvelle Aquitaine : Emma VIDAL e.vidal@lesentreprisesdinsertion.org

En Occitanie : Louise MARTI l.marti@lesentreprisesdinsertion.org

En Pays de la Loire : Claire GAGNIERE c.gagniere@lesentreprisesdinsertion.org

En Provence-Alpes-Côte-D'Azur : Muriel PIBOULEAU
m.pibouleau@lesentreprisesdinsertion.org



Cofinancé par
l'Union européenne